

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 12 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2008
(FRANCHE-COMTÉ)

NOR : *ASET0850178M*
IDCC : 2614

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Franche-Comté,

D'une part, et

L'union régionale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

La CFE-CGC BTP région Franche-Comté ;

La fédération régionale bâtiment et travaux publics de Franche-Comté
FO ;

L'union régionale BATIMAT-TP CFTC Franche-Comté

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ETAM des travaux publics figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL Base 35 heures
A	16 670
B	17 200
C	19 000
D	21 100
E	22 900
F	25 540
G	28 340
H	28 950

Aucune rémunération réelle mensuelle ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) déterminé conformément aux dispositions du code du travail.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

F : 29 371 €.

G : 32 591 €.

H : 33 293 €.

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Besançon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 5

Les accords régionaux et/ou les accords d'entreprise ou d'établissement relatifs aux minima de salaires ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent accord sauf dispositions plus favorables.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132.9 du code du travail.

Fait à Besançon, le 12 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)